

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 29 septembre 2021**  
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	36
• Voix	233
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	40
• Voix	250
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles



**OBJET : Conventions / Ressource en eau - Convention avec la commune de Plaisance-du-Gers pour la création et l'entretien du sentier autour du réservoir de la Barne**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'été de la Barne, situé dans le département du Gers sur les communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers.

Lors de la création du réservoir, un sentier périphérique a été autorisé par l'Institution Adour, créé sur un certain linéaire (parcours caillouté) et va être étendu et pérennisé par les communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers pour les parties non aménagées par l'Institution Adour.

La commune de Plaisance-du-Gers a sollicité l'Institution Adour quant à la création des parties manquantes du sentier périphérique et pour l'entretien futur de ce sentier sur le territoire des deux communes (végétation et assise du sentier).

Par ailleurs, le sentier sera raccordé aux sentiers de randonnées déjà existants sur la commune de Plaisance-du-Gers sur la partie amont du lac.

Les parcelles propriétés de l'Institution Adour sur lesquelles passe le sentier périphérique et sur lesquelles un entretien pourra être réalisé par les communes sont les suivantes :

Commune	Références cadastrales des parcelles
Jû-Belloc	B1074 - B698 - B700 - B699 - B697 - B696 - B695 - B689 - B688 - B713 - B714 - B1122 - B1120 - B673 - B679 - B681 - B682 - B683 - B686 - B673 - B671 - B672 - B680 - B670 - B669
Plaisance-du-Gers	C932 - C926 - C928 - C851 - C206 - C192 - C188 - C190 - C717 - C186 - C185 - C180 - C181 - C182 - C850 - C210 - C211 - C212 - C213

L'utilisation du sentier est autorisée aux piétons, aux vélos et aux chevaux (hors cheminement sur les digues). Les véhicules à moteur y sont interdits. La circulation est interdite sur la digue principale de l'ouvrage et sur la digue amont non aménagée au niveau de son déversoir.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**DECIDE**

**Article 1**

- De valider les modalités de la convention avec la commune de Plaisance-du-Gers pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature, telle qu'annexée à la présente ;
- D'autoriser le président à signer la convention.

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

ID : 040-254002264-20210929-CS116\_2021-DE



*Commune de Plaisance-du-Gers*

## CONVENTION

**Gestion des usages et entretien du sentier  
présent en bordure du lac de La Barne**

Entre d'une part,

L'**Institution Adour**, sise 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40), représentée par son Président Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° xxx en date du 29 septembre 2021,

Et d'autre part,

La **commune de Plaisance-du-Gers**, représentée par son Maire Patrick FITAN, située 3 Place du 8 Mai 1945 32160 PLAISANCE-DU-GERS, autorisé par délibération en date du xxx,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013 333-0002 portant

- Autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant la réalisation d'une retenue collinaire sur le ruisseau de La Barne sur les communes de Plaisance et Jû-Belloc
- Déclaration d'utilité publique du débit affecté au titre de l'article L.214-9 du code de l'environnement
- Règlement d'eau

Il est convenu ce qui suit :



## Article 1. Objet de la convention

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage de La Barne, assurant la compensation de prélèvements agricoles et visant l'amélioration de la qualité et de la salubrité des milieux aquatiques via sa fonction de soutien d'étiage. Ce réservoir est situé dans le département du Gers sur les communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers.

Lors de la création du réservoir, un sentier périphérique a été autorisé par l'Institution Adour, créé sur un certain linéaire (parcours caillouté) et va être étendu et pérennisé par la commune de Plaisance-du-Gers pour les parties non aménagées par l'Institution Adour.

La commune de Plaisance-du-Gers a sollicité l'Institution Adour quant à la création des parties manquantes du sentier périphérique et à l'entretien futur de ce sentier.

Par ailleurs, le sentier sera raccordé aux sentiers de randonnées déjà existants sur la commune de Plaisance-du-Gers sur la partie amont du lac.

L'utilisation du sentier est autorisée aux piétons, aux vélos et aux chateaux (sauf sur les trois digues de l'ouvrage). Les véhicules à moteur sont interdits sur l'ensemble du sentier. La circulation est interdite sur la digue principale de l'ouvrage et sur la digue amont non aménagée au niveau de son déversoir.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de gestion et d'entretien du sentier et de ses abords sur les parcelles appartenant à l'Institution Adour, dans les conditions acceptées par les parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.

Il est rappelé que dans le cadre du soutien d'étiage le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation. Par ailleurs, une convention pour la gestion piscicole et la gestion de la pêche (usage halieutique) a été signée entre l'Institution Adour, la fédération de pêche du Gers et l'AAPPMA La Gaule Plaisantine.

Il est convenu que pour une bonne information et le cas échéant une bonne coordination des interventions, chacune des parties informe les autres de la programmation de ses interventions.

## Article 2. Parcelles visées dans la présente convention

Les parcelles propriétés de l'Institution Adour sur lesquelles passe le sentier périphérique et sur lesquelles un entretien pourra être réalisé par les communes sont les suivantes :

- Commune de Jû-Belloc : B1074 - B698 - B700 - B699 - B697 - B696 - B695 - B689 - B688 - B713 - B714 - B1122 - B1120 - B673 [digue principale : B679 - B681 - B682 - B683 - B686 - B673 - B671 - B672 - B680 - B670 - B669]
- Commune de Plaisance-du-Gers : C932 - C926 - C928 - C851 - C206 - C192 - C188 - C190 - C717 - C186 - C185 - C180 - C181 - C182 - C850 [digue principale : C210 - C211 - C212 - C213].

## Article 3. Conditions générales de mises en œuvre - engagement des parties

### ➤ Engagements de l'Institution Adour

L'Institution Adour s'engage à autoriser le passage du sentier périphérique nouvellement créé par la mairie de Plaisance-du-Gers sur les parties où ce dernier n'était pas pérennisé (non caillouté) dans les conditions fixées par la présente. Sont notamment autorisés l'accès du public, celui des services de la commune et des prestataires mandatés par elle pour assurer l'exécution de la présente convention.

Les engins de la commune, ou des prestataires mandatés par ses soins, autorisés à intervenir sur le site sont les véhicules légers ou les tracteurs et leurs outils de gestion de la végétation (broyeur, bras d'épaveuse).



L'accès aux engins de la commune, ou de ses prestataires est interdit sur la digue principale du réservoir, ainsi que sur les parcelles en pied de digue (présence de dispositifs d'auscultation du réservoir), et sur les deux digues amont.

Les barrières interdisant l'accès aux plans d'eau et aux ouvrages sont de la responsabilité de l'Institution Adour, tant pour l'entretien que pour le renouvellement.

La signalétique de sécurité relative à l'ouvrage relève de la responsabilité de l'Institution Adour qui en assure l'entretien et le renouvellement.

L'Institution Adour conserve la charge de l'entretien du chemin d'accès à la digue principale, notamment de son assiette, dans le cadre de son exploitation.

L'Institution Adour est susceptible d'autoriser des manifestations notamment culturelles, sportives ou à vocation de loisirs sur sa propriété. L'avis de la commune sera sollicité lors de la réponse de l'Institution Adour au demandeur.

#### ➤ Engagements de la commune de Plaisance-du-Gers

La commune s'engage à entretenir le chemin ceinturant le réservoir, comprenant une bande de 1m de part et d'autre du chemin, y compris le cheminement en amont du pré-lac, dans le respect des plantations compensatoires réalisées par l'Institution Adour lors de la création du réservoir. Cet entretien sera réalisé conformément aux décisions prises par la commune et l'Institution Adour notamment en ce qui concerne la périodicité. Cet entretien exclut les trois digues du site et leur parement, ainsi que les parcelles le long du déversoir en pied de digue principale.

En cas de dégradation de l'assise du chemin due aux autorisations de circulation visées dans la présente convention, la commune s'engage à procéder à ses frais aux réparations qui s'avèreraient nécessaires pour une remise en l'état ou pour assurer les conditions de circulation, après information de l'Institution Adour.

Aucune pollution ne devra impacter le site (présence de milieux naturels terrestres et aquatiques sensibles). La commune s'engage à assurer l'ordre et la propreté des abords du réservoir, pour ce qui la concerne.

La commune s'engage à assurer sur le site la gestion des déchets et à mettre en place si nécessaire des corbeilles/poubelles sur les aires de stationnement (dont leur collecte).

La signalétique présentant les chemins de randonnée et présente aux abords du réservoir sera sous la responsabilité de la commune, de même que le balisage, si cette dernière souhaitait les mettre en place.

Tous les aménagements nécessaires au sentier de randonnée et autres usages sous maîtrise d'ouvrage de la commune, seront pris en charge financièrement et techniquement par celle-ci.

Si la commune souhaite réaliser de nouveaux aménagements à l'usage des promeneurs autres que ceux visés dans l'annexe, il est convenu que leur réalisation est conditionnée à un accord écrit donné par l'Institution Adour. Ces aménagements seront réalisés en respect des droits des tiers et sous réserve des possibles procédures administratives nécessaires.

#### ➤ Panneautage

- L'Institution Adour prend en charge les panneaux relatifs à la sécurité et la présentation du site (consignes, règles d'usages). La signalétique de sécurité relative à l'ouvrage relève de la responsabilité de l'Institution Adour qui en assure l'entretien et le renouvellement.
- Des panneaux peuvent être implantés avec une vocation touristique et de valorisation du sentier, à la charge de la commune de Plaisance-du-Gers.



L'Institution Adour autorise la commune à communiquer sur le sentier de randonnée, notamment pour la promotion des circuits sur des supports à vocation touristique ou de loisirs.

#### Article 4. Prévention des risques

##### ➤ Veille sanitaire

Des restrictions d'usages et d'interventions seront mises en place en lien avec la présence de cyanobactéries. L'Institution Adour informera la commune lors de la présence de cyanobactéries, avec les restrictions d'usages appliquées sur le site, notamment pour les titulaires de conventions de mise à disposition des parcelles de l'Institution Adour à des tiers. Les restrictions s'appliqueront également aux interventions pour l'entretien et autres actions de la commune sur le site (risque bactériologique).

##### ➤ Risque de chute et noyade

L'application de la présente convention peut induire la réalisation de travaux à proximité d'un plan d'eau et d'ouvrages hydrauliques.

Il est notamment rappelé que l'accès aux ouvrages hydrauliques présents sur et en bas des digues est interdit en raison des risques de chute et de la présence d'ouvrages sensibles et sous tension.

##### ➤ Plan de prévention des risques

Les prestations - qui exposent aux risques bactériologiques, risque de noyade, chute d'une hauteur supérieure à 3 m, ou d'ensevelissement - relèvent des « travaux dangereux » au sens de l'Arrêté du 19 mars 1993 et doivent faire l'objet d'un plan de prévention des risques.

Ainsi, en cas d'interventions d'entreprises extérieures, le plan de prévention interne à fournir par le titulaire sera établi en intégrant ces risques.

Ce plan de prévention sera co-signé par le titulaire du marché et par le maître d'ouvrage des travaux (commune ou Institution Adour) puis notifié avec l'acte d'engagement, avant toute intervention sur le terrain.

De même, dans le cadre d'interventions en régie, les personnels de la commune seront sensibilisés à ces risques.

#### Article 5. Qualité des eaux

L'Institution Adour se dégage de toute responsabilité en termes de qualité des eaux. Il est rappelé que ce lac ne fait pas l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de baignade. En conséquence, la baignade et les activités nautiques sont interdites sur l'ensemble de la propriété de l'Institution Adour.

#### Article 6. Utilisation du réservoir

Le lac de La Barne, concerné par la présente, a une vocation prioritairement hydraulique. Il est utilisé pour réalimenter les rivières tributaires (Complexe de Cassagnac et bassin versant de l'Adour amont) afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature.

L'Institution Adour est liée par un marché de prestations de service à un gestionnaire pour l'exploitation de ce réservoir de soutien d'étiage qui est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne.





Il est rappelé que les lâchers ou prélèvements peuvent être importants en période d'étiage, entraînant une baisse régulière de niveau. Le niveau du réservoir peut être très bas en fin d'étiage lors des saisons particulièrement sèches.

L'autorisation de circulation peut être suspendue à tout moment sur le réservoir par l'Institution Adour si nécessaire.

La commune ne pourra émettre aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique du réservoir, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

De plus, si la nécessité l'oblige, l'Institution Adour ou la CACG sont tenues d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. À ce titre, elles se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages. Pour éviter l'asphyxie du poisson, l'Institution Adour maintiendra le culot piscicole nécessaire à la survie du poisson.

La commune s'engage à tenir informés les promeneurs de la réglementation du stationnement des véhicules à proximité des plans d'eau.

Le stationnement est autorisé sur les parkings existants aménagés par l'Institution Adour sans qu'il entrave le libre accès aux ouvrages d'exploitation.

#### Article 7. Responsabilité

La responsabilité de l'Institution Adour ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dont les promeneurs ou les tiers pourraient être victimes du fait de l'exercice du droit de circulation concédé à la commune.

L'attention de la commune est à nouveau attirée sur la vigilance à observer à l'égard de la fréquentation des berges ou du plan d'eau par d'autres partenaires ou usagers, en particulier les pêcheurs, et sur le respect des zonages faisant la part de chacun, afin que l'usage récréatif du lac de La Barne se fasse de façon concertée et en toute quiétude pour chacun.

En cas d'observation d'anomalies sur les plans d'eau, l'Institution Adour devra en être informée au plus tôt.

#### Article 8. Durée de la présente convention et modalités de révision

La présente convention engage les deux parties pour une durée de 5 ans à partir de sa date de signature.

Des bilans annuels pourront être réalisés afin de connaître la fréquentation du site. De même, les problèmes éventuels rencontrés seront soulevés.

Une réunion sera organisée 6 mois avant la fin de la présente convention afin de réaliser un bilan complet de cette opération et de prévoir éventuellement une nouvelle convention.

En cas d'inobservation par l'une des deux parties des dispositions de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de l'une partie un mois après une mise en demeure restée sans effet, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à la partie défaillante. De même, la présente convention pourra être suspendue par l'Institution Adour pour des raisons d'usage de soutien d'étiage du réservoir ou pour la sécurité des ouvrages du réservoir.

Pour tout litige ou toute mesure auxquels pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et en cas d'absence d'accord amiable, l'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :



Tribunal Administratif de PAU  
Villa Noulibois - 50 cours Lyautey  
BP 543  
64010 PAU Cedex

Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le .....

Pour l'Institution Adour  
le Président,

Pour la commune de Plaisance-du-Gers  
Le Maire,

Paul CARRÈRE

Patrick FITAN

